

Voici le texte de la motion de la députée de Hamilton Mountain (M^{me} Dewar):

Que la Chambre condamne le gouvernement pour avoir conclu avec les États-Unis un accord commercial qui, entre autres choses:

a) ne tient pas compte de ses répercussions disproportionnées sur les femmes, et notamment de la perte d'emplois dans le secteur des services, où les femmes se concentrent;

b) abandonnera le contrôle provincial sur les ressources énergétiques sur un marché continental de l'énergie; et

c) ne prévoit pas de consultation suffisante des Canadiens de toutes les provinces et territoires avant de les engager dans des modifications profondes non seulement de notre économie, mais également au niveau de notre souveraineté politique, de nos particularités culturelles et, en général, de notre capacité de diriger nos propres affaires.

Comme il s'agit d'un sujet particulièrement vaste, je me contenterai d'en commenter deux aspects qui ont surtout été traités aujourd'hui par des députés ministériels.

Je représente la circonscription de Spadina qui possède une vigoureuse industrie de la confection et du prêt-à-porter. Je tiens à commenter certains des propos qui ont été tenus à la Chambre, et faire état de certaines idées qui sont venues non seulement à des syndicalistes, mais également à des fabricants.

Apparemment, il s'agit là d'un des secteurs qui naguère appuyait fortement ce qui passait pour un accord élaboré entre le Canada et les États-Unis. Cependant, j'ai constaté que depuis deux semaines, au fur et à mesure que les faits sont révélés, le gouvernement perd de plus en plus de ses partisans. Le plus éminent d'entre eux est vraisemblablement M. Peter Nygard, qui présidait le Groupe de consultation sectorielle sur le commerce extérieur. Comme M. Nygard est l'un des plus importants fabricants de vêtements au Canada, il était normal qu'il préside ce groupe. Or, il est furieux des résultats.

On a rapporté qu'il aurait dit tant en privé qu'en public qu'au moment où l'accord préliminaire de libre-échange a été dévoilé le mois dernier, une disposition relative au contingentement des tissus importés jouait manifestement au détriment des fabricants de vêtements de notre pays. Il précise que les fabricants canadiens se verraient imposer un plafond de 50 millions de verges carrées de tissus de coton et de tissus synthétiques servant à fabriquer des vêtements finis destinés aux États-Unis, et que les importations de lainages seront limitées à 6 millions de verges carrées, soit l'équivalent de 3 millions de pièces de vêtements.

Le fait est que notre secteur du vêtement est parvenu à vendre sur le marché américain pour 100 millions de dollars d'exportations, grâce aux créations mises au point à Montréal, à Toronto, à Guelph, à Winnipeg et à Vancouver.

● (1520)

Il n'y a qu'une dizaine d'usines textiles rentables au Canada, contre 250 aux États-Unis. Beaucoup de bons tissus viennent de l'étranger. L'industrie canadienne a réussi à vendre aux États-Unis un mélange de tissus importés et nord-américains avec une conception et une réalisation canadiennes. L'industrie américaine dispose des mêmes tissus, mais le Canada a néanmoins réussi à soutenir la concurrence. L'accord de libre-échange a pour effet d'exposer à des restrictions les industriels canadiens, les employeurs.

M. Nygard prévoit que les fabricants canadiens perdront de 40 à 50 p. 100 des exportations actuelles de vêtements aux États-Unis dont la valeur atteint 100 millions de dollars.

Les subsides

M. McDermid: C'est absurde.

M. Heap: Le député d'en face dit que c'est absurde. Je ne m'étonne pas qu'il dise ça, car on a apparemment tenté de baillonner M. Nygard. On rapporte que lui et M. Oscar Rajska, de la Forsyth Trading Company, ont été priés par des fonctionnaires fédéraux de s'abstenir de critiquer l'accord. Il a déclaré qu'on leur avait dit qu'il n'était pas dans leur intérêt de s'exprimer publiquement, et que les autorités fédérales espéraient pouvoir négocier une façon de se tirer d'une situation très délicate.

M. McDermid: Ayez l'honnêteté de lire la déclaration de M. Rajska qui dément ces propos.

M. Heap: J'ai ce que rapporte le *Sun*. Je ne réponds pas de la qualité de son reportage. J'ai l'article, mais M. Reisman n'y est pas cité.

M. Peter Nygard n'est pas le seul à être mécontent; M. Chris Kuzik, directeur général de la *Toronto Dress and Sports Wear Manufacturers' Guild*, a fait savoir, tant dans des conversations privées que dans son mémoire présenté la semaine dernière au gouvernement ontarien, qu'il était très mécontent de l'accord conclu entre notre premier ministre et le président des États-Unis.

À la page 2 par exemple du mémoire qu'il a présenté au gouvernement de l'Ontario, il fait valoir que les salaires et les avantages accordés aux employés membres de la guilde sont de 40 p. 100 plus élevés que dans le sud des États-Unis. Dans le passé, comme on l'a rappelé, les importations qui menaçaient le plus notre industrie étaient celles venant de pays à l'extérieur de l'Amérique du Nord, où les salaires versés sont fort bas. Le gouvernement a suivi l'exemple du gouvernement précédent en autorisant des importations aussi volumineuses, ce qui a ramené de 70 p. 100 à environ 50 p. 100 en quelques années la part canadienne du marché. Toutefois, selon M. Kuzik, cet accord aura pour conséquence de réduire davantage cette part. Il se joint à M. Nygard pour reconnaître que la moitié de la production canadienne sera touchée ou restreinte par l'accord qui a été négocié.

M. Kuzik fait valoir que, effectivement, le groupe de consultation sectorielle sur le commerce extérieur composé de M. Nygard et ses associés a été consulté. Et ils ont fait leurs recommandations. Mais il ajoute:

Par l'entremise de notre Groupe de consultation sectorielle sur le commerce extérieur, l'industrie a recommandé aux négociateurs canadiens de négocier la suppression progressive mais non parallèle du tarif, compte tenu de la taille relativement petite de notre marché et d'autres obstacles. Ainsi, on aurait supprimé progressivement les tarifs exigés pour les textiles avant ceux exigés pour les vêtements; et les tarifs exigés pour les vêtements aux États-Unis avant leur contrepartie exigée au Canada. Mais ce n'est pas ce qu'on a fait.

Le problème est fort grave et, selon M. Kuzik, on prévoit que bon nombre des usines de moindre importance dans les petites localités d'un bout à l'autre du pays, ainsi que les nouveaux dessinateurs de mode, jeunes et créateurs, de Toronto en sortiront perdants. Il craint également des difficultés au chapitre de l'adaptation de la main-d'oeuvre. Il connaît ses travailleurs. Son secteur en compte une dizaine de milliers et, comme d'habitude, environ les quatre-cinquièmes sont des femmes. Il dit qu'elles sont généralement plus âgées que la moyenne des ouvriers d'industrie, qu'elles sont peu instruites et qu'elles ne parlent généralement pas bien l'une ou l'autre langue officielle du Canada. La députée de Hamilton Mountain (M^{me} Dewar) a